

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2018

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Sainte-Élisabeth

Affaires municipales  
et Habitation

Québec 

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de Ste-Élisabeth,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Ste-Élisabeth (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ste-Élisabeth au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que Ste-Élisabeth inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

*Paul Michaud, CPA auditeur CA*

PAUL MICHAUD, CPA auditeur CA

*Michaud Clément Inc*

MICHAUD CLÉMENT INC.

1300 Notre-Dame

Berthierville, Québec

J0K 1A0

DATE 2019-06-03

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	2 047 078	2 134 589	2 128 922
Investissement	2		551 530	2 288 573
	3	2 047 078	2 686 119	4 417 495
<b>Charges</b>				
	4	1 918 657	2 149 851	2 063 312
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>				
	5	128 421	536 268	2 354 183
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	551 530 ) (	2 288 573 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>				
	7	128 421	(15 262)	65 610
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8		449 314	451 990
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	121 014 ) (	108 320 ) (	106 293 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	13 607 ) (	11 648 ) (	518 247 )
Excédent (déficit) accumulé	12	6 200	27 540	67 527
Autres éléments de conciliation	13		3 100	
	14	(128 421)	359 986	(105 023)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>				
	15		344 724	(39 413)

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	311 004	1 265 234
Débiteurs	2	4 489 036	4 349 535
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	54 620	57 720
	5	4 854 660	5 672 489
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dettes à long terme	7	1 887 200	2 274 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	4 455 026	2 839 909
	10	6 342 226	5 114 709
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	<b>(1 487 566)</b>	<b>557 780</b>
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	12	16 206 009	13 632 526
Autres	13	53 754	45 623
	14	16 259 763	13 678 149
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	<b>14 772 197</b>	<b>14 235 929</b>

*Extrait du rapport financier, page S8*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>	16	<b>1 448 444</b>	<b>1 163 667</b>
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
- BACS BRUNS	17	23 449	
- BUDGET 2019	18	12 158	
- VIDANGE DES ETANGS	19	35 000	35 000
- ÉLECTION	20	3 000	
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	73 607	35 000
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	27		
	28	100 705	106 905
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 (	)	(
Financement des investissements en cours	30	(2 458 910)	709
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	15 608 351	12 929 648
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	14 772 197	14 235 929

*Extrait du rapport financier, page S23-1*

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	3 110 483
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	3 243 532

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	705	6 905
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	122 500	183 020
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	529 073	570 673
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7	1 234 922	1 514 202
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	1 887 200	2 274 800

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	11	1 774 965	1 785 211	1 718 156
Compensations tenant lieu de taxes	12	27 500	30 442	29 393
Quotes-parts	13			
Transferts	14	144 113	160 411	210 343
Services rendus	15	54 000	65 401	77 488
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	36 500	58 995	53 372
Autres	17	10 000	34 129	40 170
	18	2 047 078	2 134 589	2 128 922
<b>Investissement</b>				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		551 530	2 288 573
Autres	22			
	23		551 530	2 288 573
	24	2 047 078	2 686 119	4 417 495

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2018		Réalisations 2017	
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
			Total		
Administration générale	1	483 876	29 868	513 744	428 127
Sécurité publique					
Police	2	183 345		183 345	172 765
Sécurité incendie	3	167 253	2 882	170 135	167 314
Autres	4	1 519		1 519	833
Transport					
Réseau routier	5	383 398	105 699	489 097	436 493
Transport collectif	6	21 755		21 755	14 480
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	174 040	286 835	460 875	446 462
Matières résiduelles	9	129 425		129 425	135 862
Autres	10	905		905	192
Santé et bien-être	11				2 521
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	28 619		28 619	25 118
Promotion et développement économique	13				
Autres	14	2 473		2 473	3 271
Loisirs et culture	15	76 213	24 030	100 243	167 155
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	47 716		47 716	62 719
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	1 700 537	449 314	2 149 851	2 063 312
	20	449 314	( 449 314 )		
Amortissement des immobilisations	21	2 149 851		2 149 851	2 063 312

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3